RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01991
Numéro SIREN : 821 511 128
Nom ou dénomination : PLANITY

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2018 sous le numéro de dépôt 40591

PLANITY

Société par actions simplifiée au capital de 151.450 euros
Siège social : 5, avenue du Général de Gaulle – 94160 Saint-Mandé
821 511 128 RCS Créteil

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT

DU 11 JUIN 2018

L'an deux mille dix-huit,

Le 11 juin,

A 10 heures,

Monsieur **Antoine PUYMIRAT**, Président de la société **PLANITY**, société par actions simplifiée au capital social de 151.450 euros, dont le siège social est situé 5, avenue du Général de Gaulle – 94160 Saint-Mandé, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 821 511 128 (la « **Société** »), a pris les décisions suivantes, suite aux décisions unanimes des associés prises par voie d'acte sous seing privé en date du 1er juin 2018 :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire décidée suivant décisions unanimes des associés, adoptées le 1er juin 2018 par acte sous seing privé, aux termes des première et deuxième décisions, à savoir, augmentation de capital en numéraire d'un montant total de 3.999.315,96 euros, prime d'émission incluse, correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal de 60.570 euros, par l'émission de 6.057 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 10 euros l'une, à chacune desquelles sont attachés (i) un bon de souscription d'actions relutif désigné « **BSA Ratchet** » et (ii) un bon de souscription d'actions dit « **BSA Garantie** » (ensemble, avec les actions auxquelles ils sont attachés, les « **ABSA$_{2018}$** »), émises au prix de 660,28 euros (prime d'émission de 650,28 euros incluse) par ABSA$_{2018}$, avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes nommément désignées (l'« **Augmentation de Capital$_{2018}$** ») ; clôture de l'Augmentation de Capital$_{2018}$,

- Constatation de l'adoption définitive de la refonte des statuts décidée aux termes de la troisième décision adoptée par acte sous seing privé en date du 1er juin 2018, et

- Pouvoirs - Formalités.

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
CRETEIL
Le 19/06/2018 Dossier 2018 15358, référence 2018 A 05710
Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Ilanim FERHA
Agent
des Finances Publiques

Greffe du tribunal de commerce de Creteil : dépôt N°40591 en date du 21/06/2018

I. CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL$_{2018}$ – CLOTURE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL$_{2018}$

Le Président rappelle qu'aux termes des première et deuxième décisions adoptées suivant décisions unanimes des associés prises par acte sous seing privé en date du 1er juin 2018, la collectivité des associés de la Société a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 60.570 euros **portant le capital social de 151.450 euros à 212.020 euros**, par voie de création de 6.057 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 10 euros l'une, à chacune desquelles sont attachés (i) un bon de souscription d'actions relutif désigné « **BSA Ratchet** » et (ii) un bon de souscription d'actions dit « **BSA Garantie** » (ensemble, avec les actions auxquelles ils sont attachés, les « **ABSA$_{2018}$** »), émises au prix de 660,28 euros (prime d'émission de 650,28 euros incluse) par ABSA$_{2018}$, représentant un prix de souscription total de 3.999.315,96 euros.

Le Président rappelle que la souscription de ces ABSA$_{2018}$ était réservée, en totalité, au profit des souscripteurs suivants et dans les proportions suivantes :

Bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription des associés	# ABSA$_{2018}$	Montant des souscriptions
FPCI FSN PME - Ambition Numérique	2 423	1 599 858,44 €
FCPI INNOVALTO 2017-2018	580	382.962,40 €
FORTUNE EUROPE 2016-2017	1 843	1.216.896,04 €
FPCI ALVEN CAPITAL IV	1 211	799 599,08 €
Total	**6 057**	**3 999 315,96 €**

Le Président rappelle qu'aux termes de la première décision de l'acte sous seing privé du 1er juin 2018, la collectivité des associés a déterminé les modalités et détails des souscriptions et a notamment décidé que les souscriptions :

- seraient reçues à compter du 1er juin 2018 et pendant un délai de quinze (15) jours calendaires, au siège social de la Société, sauf clôture anticipée par le Président, et

- devraient être intégralement libérées lors de la souscription, en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles détenues par les souscripteurs sur la Société.

Le Président,

Au vu des bulletins de souscription reçus de chacun des souscripteurs visés dans le tableau ci-dessus,

Au vu du certificat de dépôt des fonds établi en date du 11 juin 2018 par la banque BNP Paribas agence de Paris Courcelles, attestant de la libération des fonds pendant la période de souscription susvisée,

Au vu du certificat de libération d'ABSA$_{2018}$ établi en date du 11 juin 2018 par Me Sylvain Guillaud-Bataille, notaire, attestant de la libération des ABSA$_{2018}$ souscrites par le fonds ALVEN CAPITAL IV par compensation de créances liquides et exigibles conformément à l'article L.225-146 du Code de commerce,

Constate que les 6.057 $ABSA_{2018}$ ont été souscrites en totalité et que les souscriptions ont été intégralement libérées, à hauteur de 3.999.315,96 euros, par versement en numéraire.

Le Président constate par conséquent, après examen des pièces présentées, que l'Augmentation de $Capital_{2018}$ décidée suivant décisions unanimes des associés adoptées le 1er juin 2018 (première et deuxième décisions) a été entièrement souscrite et a donc été définitivement réalisée.

Le Président précise, en tant que de besoin, que la souscription à l'Augmentation de $Capital_{2018}$ est clôturée et que les actions ainsi souscrites ont été inscrites dans les registres de la Société.

Cette décision est adoptée par le Président.

II. CONSTATATION DE L'ADOPTION DEFINITIVE DE LA MODIFICATION STATUTAIRE RELATIVE A L'AUGMENTATION DE $CAPITAL_{2018}$

Le Président rappelle qu'aux termes de la troisième décision de l'acte sous seing privé en date du 1er juin 2018, la collectivité des associés a décidé de refondre les statuts de la Société afin notamment de (i) modifier le capital social pour refléter la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$, (ii) supprimer l'article relatif aux apports figurant dans les statuts pour les besoins de l'immatriculation de la Société, (iii) supprimer le Comité Consultatif et instituer un Comité Stratégique et (iv) modifier les clauses relatives aux dirigeants de la Société et aux délibérations des associés.

La collectivité des associés a dans ce cadre conféré tous pouvoirs au Président à l'effet de prendre les mesures nécessaires à ladite refonte des statuts.

Le Président,

Au vu de sa décision ci-dessus constatant la réalisation définitive et la clôture de l'Augmentation de $Capital_{2018}$ décidée aux termes des première et deuxième décisions de l'acte sous seing privé du 1er juin 2018,

Constate l'adoption définitive de la refonte des statuts, telle qu'adoptée aux termes de la troisième décision de l'acte sous seing privé du 1er juin 2018.

Cette décision est adoptée par le Président.

III. POUVOIRS - FORMALITES

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette décision est adoptée par le Président.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Antoine PUYMIRAT
Président

Certifié Conforme

PLANITY

Société par actions simplifiée au capital de 151.450 euros
Siège social : 5, avenue du Général de Gaulle – 94160 Saint-Mandé
821 511 128 RCS Créteil

EXTRAIT DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

PRISES PAR ACTE SOUS SEING PRIVE LE 1er JUIN 2018

[...]

I. PREMIERE DECISION

*Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 60.570 euros, par l'émission de 6.057 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 10 euros l'une, à chacune desquelles sont attachés (i) un bon de souscription d'actions relutif désigné « **BSA Ratchet** » et (ii) un bon de souscription d'actions dit « **BSA Garantie** » (ensemble, avec les actions auxquelles ils sont attachés, les « **ABSA$_{2018}$** »), émises au prix de 660,28 euros (prime d'émission de 650,28 euros incluse) par ABSA$_{2018}$, représentant un prix de souscription total de 3.999.315,96 euros, à libérer intégralement en numéraire (l'« **Augmentation de Capital$_{2018}$** ») – Détermination des caractéristiques, conditions et modalités d'exercice des BSA Ratchet et des BSA Garantie - Pouvoirs à conférer au Président dans le cadre de l'Augmentation de Capital$_{2018}$*

La collectivité des associés,

Connaissance prise :

- du rapport du Président,
- des conditions et modalités d'exercice des BSA Ratchet figurant en **Annexe 2**,
- des déclarations et garanties figurant en **Annexe 3** (les « **Déclarations et Garanties** »),
- des conditions et modalités d'exercice des BSA Garantie figurant en **Annexe 4**,
- des modalités de calcul du Préjudice figurant en **Annexe 5**, et
- de l'exemple de mise en œuvre des BSA Garantie figurant en **Annexe 6**,

Rappelant que le capital social de la Société est intégralement libéré,

Greffe du tribunal de commerce de Creteil : dépôt N°40591 en date du 21/06/2018

Décide, sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de 60.570 euros, **pour le porter de 151.450 euros à 212.020 euros**, par l'émission de 6.057 actions ordinaires nouvelles, labelisées dans le projet de statuts modifiés à des fins d'identification exclusivement les « Actions P2 » (ci-après dénommées les « **Actions$_{2018}$** »), d'une valeur nominale de 10 euros chacune, à chacune desquelles sont attachés :

(i) un bon de souscription d'actions relutif désigné « **BSA Ratchet** »

(ii) un bon de souscription d'actions désigné « **BSA Garantie** »,

(les Actions$_{2018}$ auxquelles sont attachés les BSA Ratchet et les BSA Garantie étant ci-après désignées par le terme « **ABSA$_{2018}$** »),

Décide que les ABSA$_{2018}$ seront émises au prix de660,28 euros l'une, comprenant une prime d'émission de 650,28 euros par ABSA$_{2018}$, correspondant à une souscription d'un montant total de 3.999.315,96 euros (prime d'émission incluse) (l'« **Augmentation de Capital$_{2018}$** »),

Décide que les ABSA$_{2018}$ seront libérées en numéraire, y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société dans les conditions fixées par la loi, et qu'elles devront être libérées lors de la souscription de la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission,

Décide que la prime d'émission, d'un montant total de 3.938.745,96 euros, sera inscrite à un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel portera, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés,

Décide que la souscription des actions nouvelles sera reçue au siège social dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date des présentes décisions, sauf prorogation, le cas échéant, de la période de souscription, ou clôture anticipée par le Président en cas de souscription de l'intégralité des ABSA$_{2018}$ avant la fin de la période de souscription susvisée,

Décide que les fonds provenant des souscriptions seront déposés à la banque BNP PARIBAS, agence de Paris Courcelles, sur le compte spécial « augmentation de capital » ouvert au nom de la Société, dont les coordonnées sont : code banque : 30004, code guichet : 00793, n° de compte : 00010319811, clé RIB : 50, Iban : FR76 3000 4007 9300 0103 1981 150, Code BIC : BNPAFRPPXXX,

Prend acte que la banque susvisée établira le certificat du dépositaire prévu à l'article L. 225-146, alinéa 1, du Code de commerce, sur présentation du bulletin de souscription et que la réalisation de l'Augmentation de Capital$_{2018}$ sera définitive dès l'établissement de ce certificat,

Décide que les ABSA$_{2018}$ seront soumises à toutes les stipulations statutaires, seront assimilées aux actions existantes et jouiront des mêmes droits statutaires à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital$_{2018}$, en ce inclus le droit au dividende mis en distribution à compter de la date de leur émission,

Décide que les BSA Ratchet et les BSA Garantie (collectivement, les « **BSA** ») seront émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

Décide que chaque BSA Ratchet ne sera transférable qu'avec l'Action$_{2018}$ à laquelle il est attaché, étant précisé que pour les besoins de l'article L. 228-103 du Code de commerce, chaque BSA Ratchet sera toutefois considéré comme détaché de ladite Action$_{2018}$ à compter de son émission, de sorte que les titulaires de BSA Ratchet soient groupés dans une masse dotée de la personnalité civile pour la protection de leurs intérêts communs, conformément à l'article L. 228-98 et suivants du Code de commerce,

Décide que les BSA Ratchet seront régis et exerçables selon les termes et conditions définies en **Annexe 2** des présentes,

Décide, en conséquence de l'émission des BSA Ratchet, d'autoriser par avance une ou plusieurs augmentations de capital social de la Société d'un montant nominal global et maximal de 605.700 euros correspondant à l'émission au maximum de 60.570 Actions$_{2018}$ nouvelles de dix (10) euros de valeur nominale, qui résulterait de l'exercice intégral des 6.057 BSA Ratchet, sous réserve toutefois des ajustements destinés à assurer le maintien des droits des titulaires des BSA Ratchet en application de ce qui est prévu ci-dessous,

Rappelle que, conformément à l'article L. 225-132 alinéa 6 du Code de commerce, la présente décision emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires de BSA Ratchet, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux Actions$_{2018}$ nouvelles dont l'émission résulterait de l'exercice intégral des BSA Ratchet,

Décide que chaque BSA Garantie ne sera transférable qu'avec l'Action$_{2018}$ à laquelle il est attaché, étant précisé que, pour les besoins de l'article L. 228-103 du Code de commerce, chaque BSA Garantie sera toutefois considéré comme détaché de ladite Action$_{2018}$ à compter de son émission, de sorte que les titulaires des BSA Garantie soient groupés dans une masse dotée de la personnalité civile pour la protection de leurs intérêts communs, conformément aux articles L. 228-98 et suivants du Code de commerce,

Décide que les BSA Garantie seront régis et exerçables selon les termes et conditions définis en **Annexe 4**,

Décide, en conséquence de l'émission des BSA Garantie, d'autoriser par avance une ou plusieurs augmentations du capital social de la Société d'un montant nominal global et maximal de 41.410 euros correspondant à l'émission au maximum de 4.141 actions ordinaires nouvelles, de 10 euros de valeur nominale chacune, qui résulterait de l'exercice intégral des 6.057 BSA Garantie, sous réserve toutefois des ajustements destinés à assurer le maintien des droits des titulaires des BSA Garantie en application de ce qui est prévu ci-dessous,

Rappelle que, conformément à l'article L. 225-132 alinéa 6 du Code de commerce, la présente décision emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires de BSA Garantie, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux Actions$_{2018}$ nouvelles dont l'émission résulterait de l'exercice des BSA Garantie,

Rappelle qu'en application des articles L. 228-98 et L. 228-99 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été titulaires d'actions au titre des BSA dès la date d'émission des BSA,

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale,

Décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit sera réduit à due concurrence,

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSA, s'ils exercent leurs BSA, pourront demander le rachat de leurs actions ainsi émises dans les mêmes conditions que s'ils avaient été titulaires d'actions au titre des BSA au moment du rachat par la Société de ses propres actions,

Décide que la Société pourra, nonobstant l'émission des BSA, modifier sa forme ou son objet, ou modifier les règles de répartition de ses bénéfices ou amortir son capital, sous réserve de préserver les droits des titulaires des BSA dans les conditions prévues par l'article L. 228-99 du Code de commerce,

Décide que, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du Président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président,

Rappelle également qu'aux termes de l'article L. 225-149 du Code de commerce, la ou les augmentations de capital qui résulteraient de l'exercice des BSA ne seraient pas soumises aux formalités prévues à l'article L. 225-142, au deuxième alinéa de l'article L. 225-144 et à l'article L. 225-146 du Code de commerce et seraient définitivement réalisées du seul fait de l'exercice des BSA et, le cas échéant, des versements correspondants,

Décide que les actions ordinaires nouvelles qui seraient remises aux souscripteurs lors de l'exercice des BSA seront soumises à toutes les dispositions statutaires, porteront jouissance dès leur création et auront droit au dividende mis en distribution, le cas échéant, à compter de la date de leur émission,

Décide, en conséquence de ce qui précède, de conférer au Président tous pouvoirs pour :

- recueillir les souscriptions aux $ABSA_{2018}$ et les versements y afférents,

- procéder, le cas échéant, à la clôture anticipée ou à la prorogation de la période de souscription,

- obtenir le(s) certificat(s) attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

- procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

- constater la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$ et procéder aux modifications statutaires y afférentes,

- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

- le cas échéant, prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de BSA en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et aux dispositions ci-dessus,

- le cas échéant, déterminer, en faisant application des modalités définies dans leurs termes et conditions, le nombre d'$Actions_{2018}$ pouvant être souscrites par exercice des BSA Ratchet, constater le nombre d'$Actions_{2018}$ émises sur exercice des BSA Ratchet, procéder aux augmentations de capital social en résultant, prendre toutes mesures pour constater les souscriptions et la réalisation des augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

- le cas échéant, déterminer, en faisant application des modalités définies dans leurs termes et conditions, le nombre d' $Actions_{2018}$ pouvant être souscrites par exercice des BSA Garantie, constater le nombre d' $Actions_{2018}$ émises sur exercice des BSA Garantie, procéder aux augmentations de capital social en résultant, prendre toutes mesures pour constater les souscriptions et la réalisation des augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

- prendre toutes dispositions et accomplir, directement ou par mandataire, toutes formalités utiles ou consécutives à l'émission des $ABSA_{2018}$ et à l'exercice des BSA Ratchet et/ou des BSA Garantie, à la protection des droits de leurs titulaires, ainsi qu'à la réalisation des augmentations de capital qui résulteraient de l'exercice des BSA Ratchet et/ou des BSA Garantie, et apporter aux statuts les modifications corrélatives, et

- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à ladite émission.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

II. DEUXIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes nommément désignées

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

En conséquence de l'adoption de la décision ci-avant,

Décide, en application des articles L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de 6.057 $ABSA_{2018}$ faisant l'objet de la décision ci-dessus au profit des entités suivantes dans les proportions suivantes (les « **Investisseurs** ») :

Bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription des associés	# $ABSA_{2018}$	Montant des souscriptions
FPCI FSN PME - Ambition Numérique	2 423	1 599 858,44 €
FCPI INNOVALTO 2017-2018	580	382.962,40 €
FORTUNE EUROPE 2016-2017	1 843	1.216.896,04 €
FPCI ALVEN CAPITAL IV	1 211	799 599,08 €
Total	**6 057**	**3 999 315,96 €**

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, le FPCI ALVEN CAPITAL IV, associé de la Société et bénéficiaire de la suppression du droit préférentiel de souscription, n'a pas pris part au vote de la présente décision et les actions qu'il détient n'ont pas été prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

III. TROISIEME DECISION

Refonte globale des statuts de la Société comprenant, notamment (i) la modification du capital social corrélative à la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$, (ii) la suppression de l'article relatif aux apports figurant dans les statuts pour les besoins de l'immatriculation de la Société, (iii) la suppression du Comité Consultatif et l'institution d'un Comité Stratégique et (iv) la modification des clauses relatives aux dirigeants de la Société et aux délibérations des associés - Adoption, article par article, des nouveaux statuts de la Société

La collectivité des associés,

Connaissance prise de l'approbation préalable du Comité Consultatif,

Connaissance du rapport du Président et du projet de statuts modifiés,

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

Décide de procéder à une refonte globale des statuts de la Société pour adopter, article par article, les nouveaux statuts dont le projet figure en **Annexe 1** du présent acte sous seing privé,

Décide, dans le cadre de cette refonte globale des statuts, de supprimer intégralement :

- l'article relatif aux apports figurant à l'article 6 des statuts actuels de la Société,

- l'article relatif au Comité Consultatif figurant à l'article 12.4 des statuts actuels de la Société,

Prend acte en conséquence de la démission de l'ensemble des membres du Comité Consultatif,

Décide d'instituer un comité stratégique dont l'ensemble des règles de fonctionnement et des pouvoirs sont décrits aux termes de l'article 14 du projet de statuts refondus de la Société (le « **Comité Stratégique** »),

Décide de modifier :

- les dispositions statutaires relatives au président et aux directeurs généraux,

- les dispositions statutaires relatives aux délibérations des associés,

Décide de modifier l'article relatif au capital social de la Société (qui deviendra l'article 6) et d'adopter la rédaction suivante :

> *« ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL*
>
> *Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT DOUZE MILLE VINGT EUROS (212.020€)**.*
>
> *Il est divisé en **VINGT ET UN MILLE DEUX CENT DEUX (21.202) actions ordinaires d'une valeur nominale de DIX EUROS (10€)** chacune, de même catégorie et intégralement libérées, dont :*
>
> - *4.640 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P1 » ;*
> - *505 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P1' » et*
> - *6.057 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P2 ». »*

Décide, dans un souci de simplification, de remplacer les statuts actuels de la Société par les statuts figurant en **Annexe 1** des présentes décisions,

Adopte en conséquence, article par article, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts qui comportent l'ensemble des modifications requises par l'adoption de la présente décision,

Précise, en tant que de besoin, que les modifications statutaires ainsi décidées n'auront pas d'incidence sur le mandat en cours du Président de la Société,

Précise que les nouveaux statuts de la Société entreront en vigueur à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

IV. QUATRIEME DECISION

Délégation de compétence à consentir au Président à l'effet d'émettre et d'attribuer, à titre gratuit, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise dans le cadre des dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$, et sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés,

Constatant que la Société remplit l'ensemble des conditions requises pour l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « **BSPCE** ») dans les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code général des impôts,

Délègue au Président sa compétence à l'effet d'émettre et d'attribuer à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, un nombre maximum de 656 BSPCE, donnant chacun droit à la souscription d'une (1) action ordinaire nouvelle de la Société d'une valeur nominale de 10 euros, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal de 6.560 euros en cas d'exercice de la totalité des 656 BSPCE, étant précisé que le nombre d'actions pouvant être émises au résultat de l'exercice des BSPCE s'imputera sur le plafond global de 656 actions prévu à la neuvième décision ci-après,

Décide que le Président, avant d'utiliser cette délégation, devra consulter et obtenir l'accord du Comité Stratégique,

Décide en conséquence de l'émission des 656 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros auxquelles donnera droit, au maximum, l'exercice des BSPCE émis, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 6.560 euros,

Décide, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 163 bis G du Code général des impôts, de déléguer au Président, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique, dans les limites de ce qui précède et dans les conditions qui précèdent :

- l'émission et l'attribution, en une ou plusieurs fois, des BSPCE ainsi que le soin de fixer la liste des Bénéficiaires de BSPCE (tels que définis à la décision ci-après) et la quotité des BSPCE attribuée à chaque Bénéficiaire ainsi désigné,

- le soin de décider des conditions et modalités d'exercice des BSPCE et, notamment, le prix de souscription de l'action souscrite en exercice de chaque BSPCE, et

- le soin de fixer, pour chaque Bénéficiaire, le calendrier d'exercice des BSPCE dans les limites de la présente délégation, étant précisé que ceux-ci devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans de leur émission et que les BSPCE qui n'auraient pas été exercés à l'expiration de cette période de dix (10) années seront caducs de plein droit,

Décide que la présente délégation prendra fin et que les BSPCE qui n'auraient pas encore été attribués par le Président seront automatiquement caducs à la plus prochaine des dates suivantes : (i) à l'expiration d'un délai de dix-huit (18) mois à compter des présentes décisions unanimes ou (ii) la date à laquelle les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code général des impôts cesseraient d'être satisfaites,

Décide qu'aussi longtemps que les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé, chaque BSPCE permettra la souscription, aux conditions de l'article 163 bis G II du Code général des impôts ainsi qu'aux conditions ci-après définies, d'une (1) action ordinaire d'une valeur nominale de 10 euros à un prix déterminé par le Président à la date d'attribution des BSPCE ainsi qu'il suit :

(a) si une augmentation de capital était réalisée, pendant la période de validité de la présente délégation de compétence, par émission d'actions ordinaires, le prix de l'action ordinaire sera, pendant une durée de six (6) mois à compter de la date de réalisation de ladite augmentation de capital, au moins égal au prix de souscription d'une action ordinaire de la Société dans le cadre de ladite augmentation de capital,

(b) en l'absence d'émission d'actions ordinaires dans les six (6) mois précédant l'attribution des BSPCE, mais pour le cas où une augmentation de capital serait réalisée moins de six (6) mois avant l'attribution des BSPCE par voie d'émission d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit à terme à une quotité du capital, le Président établira et arrêtera le prix de souscription d'une action ordinaire en tenant compte des droits conférés par les titres de capital ou valeurs mobilières ainsi émis comparés aux droits conférés par les actions ordinaires,

(c) en l'absence de toute émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit à terme à une quotité du capital dans les six (6) mois précédant l'attribution des BSPCE, le prix de souscription ou d'achat sera déterminé, *mutatis mutandis*, conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 du Code de commerce en tenant compte du prix par action retenu lors de la dernière opération sur le capital de la Société, sauf décision contraire du Président dûment motivée,

étant précisé que pour déterminer ce prix, le Président ne tiendra pas compte des augmentations de capital résultant de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, de bons de souscription d'actions, d'options de souscription ou d'achat d'actions comme de l'attribution d'actions gratuites,

Décide que les actions ordinaires ainsi souscrites par l'exercice de BSPCE devront être intégralement libérées lors de leur souscription, par versement en numéraire, y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues envers la Société dans les conditions fixées par la loi,

Décide que les actions nouvelles remises aux Bénéficiaires de BSPCE lors de l'exercice de leurs BSPCE seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel elles auront été émises,

Décide que, conformément à l'article 163 bis G-II du Code général des impôts, les BSPCE seront incessibles, seront émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

Rappelle qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSPCE quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSPCE seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSPCE,

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSPCE donnent droit restera inchangé, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale,

Décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSPCE donnent droit sera réduit à due concurrence,

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSPCE, s'ils exercent leurs BSPCE, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions,

Décide, en usant de la faculté de dérogation offerte par l'article L. 228-98 alinéa 1 du Code de commerce, que la Société pourra, nonobstant l'émission des BSPCE, modifier sa forme ou son objet, ou modifier les règles de répartition de ses bénéfices ou amortir son capital, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires des BSPCE dans les conditions définies à l'article L. 228-99 du Code de commerce,

Autorise la Société à imposer aux titulaires des BSPCE le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

Décide que, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription des associés comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant ladite décision du Président, ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président,

Décide de donner tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment à l'effet :

- d'émettre et attribuer en une ou plusieurs fois les BSPCE et d'arrêter les conditions d'exercice et les modalités définitives des BSPCE, en ce inclus le prix et le calendrier d'exercice, conformément aux dispositions de la présente décision et dans les limites fixées par la présente décision, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

- d'arrêter la liste des Bénéficiaires de BSPCE ainsi que la quotité de BSPCE attribué à chacun,

- de recueillir les souscriptions des actions par suite d'exercice des BSPCE et les versements exigibles,

- de constater le nombre d'actions ordinaires émises par suite d'exercice des BSPCE, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

- de prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs des BSPCE en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et

- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente décision.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

V. CINQUIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

En conséquence de la décision qui précède,

Décide, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés pour la totalité de l'émission des 656 BSPCE au profit des bénéficiaires desdits BSPCE qui seront désignés par le Président, après consultation et approbation du Comité Stratégique, parmi les salariés et/ou dirigeants soumis au régime fiscal des salariés de la Société ou le cas échéant d'une société dont la Société détient au moins 75% du capital ou des droits de vote en fonction à la date d'attribution, selon les modalités fixées à la décision qui précède et à l'article 163 bis G du Code général des impôts (les « **Bénéficiaires de BSPCE** »),

Rappelle, conformément à l'article L. 225-132, alinéa 6, du Code de commerce, que la présente décision emporte, au profit des Bénéficiaires de BSPCE, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles qui résulteraient de l'exercice des BSPCE.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

VI. SIXIEME DECISION

Délégation de compétence à consentir au Président à l'effet d'émettre et d'attribuer des bons de souscription d'actions autonomes de la Société soumis aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$, et sous réserve de l'adoption de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés,

Délègue au Président sa compétence à l'effet d'émettre et d'attribuer, en une ou plusieurs fois, un nombre maximum de 656 bons de souscription d'actions autonomes d'actions de la Société soumis aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce (les « **BSA** »), donnant chacun droit à la souscription d'une (1) action ordinaire nouvelle de la Société d'une valeur nominale de 10 euros, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal de 6.560 euros, étant précisé que le nombre d'actions pouvant être émises au résultat de l'exercice des BSA s'imputera sur le plafond global de 656 actions prévu à la neuvième décision ci-après,

Décide que le Président, avant d'utiliser cette délégation, devra consulter et obtenir l'accord du Comité Stratégique,

Décide en conséquence de l'émission des 656 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune auxquelles donnera droit, au maximum, l'exercice des 656 BSA émis, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 6.560 euros,

Décide que les BSA seront émis à titre gratuit ou onéreux sur décision du Président, et que le prix d'émission d'un BSA sera déterminé par le Président en fonction des caractéristiques des BSA, le cas échéant avec l'aide d'un expert indépendant, au jour de l'émission dudit BSA, sous réserve de la consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-I du Code de commerce, de déléguer au Président, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique, dans les limites de ce qui précèdent et dans les conditions qui précèdent :

- l'émission et l'attribution, en une ou plusieurs fois, des BSA ainsi que le soin de fixer la liste des Bénéficiaires de BSA (tels que définis à la décision ci-après) et la quotité des BSA attribuée à chaque Bénéficiaire de BSA ainsi désigné,

- le soin de décider des conditions et modalités d'exercice des BSA et notamment le prix de souscription de l'action souscrite en exercice de chaque BSA, et

- le soin de fixer, pour chaque Bénéficiaire de BSA, les conditions et modalités d'exercice des BSA et, en particulier, le prix d'émission et d'exercice des BSA dans les conditions prévues à la présente décision et le calendrier d'exercice des BSA, étant précisé que ceux-ci devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans de leur émission et que les BSA qui n'auraient pas été exercés à l'expiration de cette période de dix (10) années seront caducs de plein droit,

Décide que la présente délégation prendra fin et que les BSA qui n'auraient pas encore été attribués par le Président seront automatiquement caducs à l'expiration d'un délai de dix-huit (18) mois à compter des présentes décisions unanimes,

Décide qu'aussi longtemps que les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé, chaque BSA permettra la souscription, aux conditions ci-après définies, d'une (1) action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de 10 euros à un prix déterminé par le Président à la date d'attribution des BSA ainsi qu'il suit :

(a) si une augmentation de capital était réalisée, pendant la période de validité de la présente délégation de compétence, par émission d'actions ordinaires, le prix de l'action ordinaire sera, pendant une durée de six (6) mois à compter de la date de réalisation de ladite augmentation de capital, au moins égal au prix de souscription d'une action ordinaire de la Société dans le cadre de ladite augmentation de capital,

(b) en l'absence d'émission d'actions ordinaires dans les six (6) mois précédant l'attribution des BSA, mais pour le cas où une augmentation de capital serait réalisée moins de six (6) mois avant l'attribution des BSA par voie d'émission d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit à terme à une quotité du capital, le Président établira et arrêtera le prix de souscription d'une action ordinaire en tenant compte des droits conférés par les titres de capital ou valeurs mobilières ainsi émis comparés aux droits conférés par les actions ordinaires,

(c) en l'absence de toute émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit à terme à une quotité du capital dans les six (6) mois précédant l'attribution des BSA, le prix de souscription ou d'achat sera déterminé, *mutatis mutandis*, conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 du Code de commerce en tenant compte du prix par action retenu lors de la dernière opération sur le capital de la Société, sauf décision contraire du Président dûment motivée,

étant précisé que, pour déterminer ce prix, le Président ne tiendra pas compte des augmentations de capital résultant de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, de bons de souscription d'actions ou d'options de souscription d'actions comme de l'attribution d'actions gratuites,

Décide que les actions ordinaires souscrites par l'exercice des BSA devront être intégralement libérées lors de leur souscription, par versement en numéraire, y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues envers la Société dans les conditions fixées par la loi,

Décide que les actions nouvelles remises aux Bénéficiaires de BSA lors de l'exercice de leurs BSA seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel elles auront été émises,

Décide que les BSA seront cessibles sous les restrictions le cas échéant prévues dans les statuts et/ou tout pacte extrastatutaire, seront émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte,

Rappelle qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSA,

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale,

Décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit sera réduit à due concurrence,

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSA, s'ils exercent leurs BSA, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions,

Décide, en usant de la faculté de dérogation offerte par l'article L. 228-98 alinéa 1 du Code de commerce, que la Société pourra, nonobstant l'émission des BSA, modifier sa forme ou son objet, ou modifier les règles de répartition de ses bénéfices ou amortir son capital, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires des BSA dans les conditions définies à l'article L. 228-99 du Code de commerce,

Autorise la Société à imposer aux titulaires des BSA le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

Décide que, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du Président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président,

Décide de donner tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment à l'effet :

- d'émettre et attribuer en une ou plusieurs fois les BSA, de fixer le prix d'émission des BSA et des actions auxquelles ils donnent droit et d'arrêter les conditions d'exercice et les modalités définitives des BSA, en ce inclus le prix et le calendrier d'exercice, conformément aux dispositions de la présente décision et dans les limites fixées dans la présente décision, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

- d'arrêter la liste des Bénéficiaires de BSA ainsi que la quotité de BSA attribué à chacun,

- de recueillir les souscriptions aux BSA et les versements y afférents,

- de recueillir les souscriptions aux actions par suite d'exercice des BSA et les versements exigibles,

- de constater le nombre d'actions ordinaires émises par suite d'exercice des BSA, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

- de prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs des BSA en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et

- d'une manière générale, de prendre toute mesure et d'effectuer toute formalité utile à la présente décision,

Décide que la présente délégation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de ce jour.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

VII. SEPTIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

En conséquence de la décision qui précède,

Décide, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés pour la totalité de l'émission des 656 BSA au profit des bénéficiaires desdits BSA qui seront désignés par le Président, après consultation et approbation du Comité Stratégique, parmi les (i) membres du Comité Stratégique en fonction à la date d'attribution des BSA et n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou (ii) personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales (françaises ou étrangères) (les « **Bénéficiaires de BSA** »),

Rappelle, conformément à l'article L. 225-132, alinéa 6, du Code de commerce, que la présente décision emporte, au profit des Bénéficiaires de BSA, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles qui résulteraient de l'exercice des BSA.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

VIII. HUITIEME DECISION

Autorisation à donner au Président à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$,

Décide d'autoriser le Président de la Société, en application des dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique, à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre (les « **Actions Gratuites** »), au profit de membres du personnel salarié de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du Code de commerce, ainsi qu'au profit des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées,

Décide de fixer à 656 actions d'une valeur nominale de 10 euros le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement par le Président en vertu de la présente autorisation (soit 3% du capital, sur une base pleinement diluée en tenant compte de l'Augmentation de $Capital_{2018}$), étant précisé que le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra jamais dépasser la limite globale de 10 % du capital existant de la Société à la date de décision de leur attribution et que ce nombre s'imputera sur le plafond global prévu à la décision ci-dessous,

Décide que l'attribution des Actions Gratuites à leurs bénéficiaires ne sera définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le Président, qu'au terme d'une période d'acquisition, d'une durée minimum d'un (1) an à compter de la décision d'attribution des Actions Gratuites par le Président, durée qui sera définitivement fixée par décision du Président au moment où il fera usage de la présente autorisation après consultation et en accord avec le Comité Stratégique (la « **Période d'Acquisition** »),

Prend acte que pendant cette Période d'Acquisition, les bénéficiaires des Actions Gratuites ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et que les droits résultant de la décision d'attribution du Président seront incessibles,

Décide que dans l'éventualité où un bénéficiaire des Actions Gratuites cesserait de remplir, avant l'issue de la Période d'Acquisition, les conditions nécessaires à leur attribution définitive, l'augmentation de capital sera caduque et ledit bénéficiaire perdrait de plein droit le bénéfice de ses Actions Gratuites,

Décide que le nombre d'Actions Gratuites visé ci-dessus sera, le cas échéant, ajusté de manière à préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société qui interviendraient pendant la Période d'Acquisition,

Décide qu'à l'expiration de la Période d'Acquisition, les Actions Gratuites seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires mais demeureront incessibles et devront être conservées par ces derniers durant une période de conservation (la « **Période de Conservation** »), dont la durée sera définitivement fixée par le Président le jour de l'attribution, dans le respect de la durée minimale prévue à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique, étant toutefois précisé que le Président pourra réduire ou supprimer la durée de la Période de Conservation dans les conditions prévues par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce,

Décide, par dérogation à ce qui précède, que les actions seront définitivement attribuées avant le terme de la Période d'Acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire concerné correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale,

Décide que les actions attribuées seront librement cessibles en cas de demande d'attribution formulée par les héritiers d'un bénéficiaire décédé ou en cas d'invalidité du bénéficiaire concerné correspondant à leur classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale,

Décide que les durées de la Période d'Acquisition et de la Période de Conservation seront définitivement fixées par le Président à la date d'attribution des Actions Gratuites, dans les limites susvisées, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

Prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, lorsque l'attribution porte sur des actions à émettre, la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des Actions Gratuites, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises, l'augmentation de capital correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des Actions Gratuites aux bénéficiaires à l'issue de la Période d'Acquisition,

Prend acte en tant que de besoin que la présente décision emporte renonciation des associés en faveur des bénéficiaires d'Actions Gratuites, à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles à l'issue de la Période d'Acquisition, pour la réalisation de laquelle tous pouvoirs sont délégués au Président,

Décide que l'autorisation d'attribution des Actions Gratuites ainsi conférée au Président est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente décision, et met fin à toute autorisation antérieure ayant le même objet,

Décide de déléguer tout pouvoir au Président à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus et, notamment, pour :

- constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement sur un compte de réserves indisponibles des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer,

- décider, en une ou plusieurs fois, de l'attribution des Actions Gratuites, arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'Actions Gratuites attribuées à chacun d'eux, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des Actions Gratuites, et notamment les durées de la Période d'Acquisition et de la Période de Conservation, pour chaque bénéficiaire, en une ou plusieurs tranches, après consultation et en accord avec le Comité Stratégique,

- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution,

- inscrire les actions attribuées gratuitement sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant la durée de l'indisponibilité de celles-ci, et de lever l'indisponibilité des Actions Gratuites pour toute circonstance pour laquelle la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,

- le cas échéant, mettre en place les mesures destinées à préserver les droits des bénéficiaires d'Actions Gratuites en procédant à l'ajustement du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société qui interviendraient pendant la Période d'Acquisition,

- prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires pendant la Période de Conservation,

- procéder aux acquisitions d'actions le cas échéant nécessaires à la remise des éventuelles actions existantes attribuées gratuitement,

- constater, le cas échéant, la ou les réalisations définitives des augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission qui résulteront de l'attribution définitive des Actions Gratuites à l'issue de la Période d'Acquisition et, par conséquent, procéder, pour chaque attribution définitive, au déblocage du compte de réserves indisponibles pour l'incorporer au capital social,

- constater le cas échéant la caducité, partielle ou totale, de l'augmentation de capital décidée aux termes de la présente décision et procéder au déblocage du compte de réserves indisponibles pour réaffecter le montant correspondant à un compte de réserves disponibles,

- procéder aux modifications corrélatives des statuts, et

- procéder aux formalités consécutives et, d'une façon générale, prendre toute mesure et faire le nécessaire pour la réalisation de l'émission et l'attribution des Actions Gratuites, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires et la présente décision,

Prend acte que, conformément à la loi, la collectivité des associés sera informée, dans un rapport spécial établi à cet effet par le Président, de chaque attribution d'Actions Gratuites effectuée en vertu de la présente autorisation, dans le respect des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

IX. NEUVIEME DECISION

Limitation globale du montant des émissions pouvant être effectuées en vertu de la délégation de compétence et autorisation consentie au Président à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et des bons de souscription autonomes, et de procéder à des attributions gratuites d'actions telles que visées ci-dessus

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Décide que la somme :

(i) des actions susceptibles d'être émises sur exercice des BSPCE qui seraient attribués en vertu des quatrième et cinquième décisions ci-dessus,

(ii) des actions susceptibles d'être émises sur exercice des BSA qui seraient attribués en vertu des sixième et septième décisions ci-dessus, et

(iii) des Actions Gratuites susceptibles d'être attribuées en vertu de la huitième décision ci-dessus,

ne pourra (a) ni excéder un nombre de 656 actions d'une valeur nominale de 10 euros, au maximum, ni (b) représenter plus de 3% du capital social complètement dilué de la Société à la date d'attribution des BSPCE, des BSA et/ou, le cas échéant, des actions attribuées gratuitement,

étant précisé que s'ajoutera à ce plafond le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

X. DIXIEME DECISION

Nomination des premiers membres du Comité Stratégique de la Société

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Décide de nommer, conformément à l'article 14.2 des statuts de la Société (tels que refondus aux termes de la première décision ci-dessus), en qualité de membres du Comité Stratégique, avec effet à compter de la réalisation définitive de l'Augmentation de $Capital_{2018}$ et pour une durée de trois (3) années, prenant fin à l'issue de la consultation de la collectivité des associés statuant en 2021 relativement à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, renouvelable sans limitation :

1) Monsieur Antoine PUYMIRAT ;

2) Monsieur Paul VONDERSCHER ;

3) Monsieur Jérémy QUEROY ;

4) La société ALVEN CAPITAL PARTNERS, société anonyme au capital de 146.000 euros, dont le siège social est au 124, rue Réaumur, 75002 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 442 935 532 ;

5) La société BPIFRANCE INVESTISSEMENT, société par actions simplifiée au capital de 20.000.000 euros, dont le siège social est au 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons Alfort, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 433 975 224.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

Chacune des personnes visées ci-dessus, ainsi désignées, ont déjà indiqué accepter lesdites fonctions de membre du Comité Stratégique dans l'hypothèse où elles lui seraient conférées et remplir les conditions légales relatives à cette nomination.

XI. ONZIEME DECISION

Autorisation à consentir, en tant que de besoin, au Président aux fins de signer, au nom et pour le compte de la Société, le pacte d'associés de la Société et les mini-pactes dont le modèle figure en annexe du pacte d'associés

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président et du projet d'acte sous seing privé intitulé « Pacte d'associés » (le « **Pacte** ») ainsi que des mini-pactes dont le modèle figure en annexe du Pacte (les « **Mini-Pactes** »), auquel la Société intervient en qualité de « Société » et qui vise notamment à organiser les conditions de la coopération des associés de la Société et à définir, notamment, les principes devant régir la transmission des participations qu'ils détiendront dans la Société pendant toute la durée du Pacte,

Autorise, en tant que de besoin, le Président à représenter la Société et d'autres signataires du Pacte et des Mini-Pactes et à signer le Pacte et les Mini-Pactes au nom et pour le compte d'autres signataires,

Reconnait, en tant que de besoin, que le Président sera partie au Pacte et aux Mini-Pactes en son nom propre et renonce, en tant que de besoin, à se prévaloir des dispositions de l'article 1161 alinéa 1 du Code civil.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

XII. DOUZIEME DECISION

Proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail, en application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

Rappelle que le capital social de la Société est intégralement libéré,

Délègue au Président, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce et sous la condition suspensive de l'adoption de la décision ci-dessous relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, sa compétence à l'effet de procéder à une augmentation du capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires réservées, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement et d'entreprise, aux adhérents à un plan d'épargne tel que prévu aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et qui remplissent, en outre les conditions éventuellement fixées par le Président (ci-après les « **Salariés de la Société** »),

Fixe à dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes la durée de validité de la présente délégation,

Fixe à 35.712 euros le montant nominal maximum des actions qui pourront être ainsi émises,

Décide que le prix d'émission d'une action sera déterminé par le Président de la Société selon les modalités prévues à l'article L. 3332-20 du Code du travail.

Cette décision est rejetée à l'unanimité des associés.

XIII. TREIZIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au bénéfice des adhérents d'un plan d'épargne entreprise

La collectivité des associés,

Connaissance prise du rapport du Président,

En conséquence de la décision qui précède,

Décide, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de l'augmentation de capital visée à la décision qui précède aux Salariés de la Société (tels que définis à la décision qui précède).

Cette décision est rejetée à l'unanimité des associés.

XIV. QUATORZIEME DECISION

Pouvoirs - Formalités

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent acte sous seing privé en vue de l'accomplissement de toutes formalités et plus généralement faire le nécessaire.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des associés.

[...]

PLANITY

Société par actions simplifiée au capital de 212.020 euros
Siège social : 5, avenue du Général de Gaulle – 94160 Saint-Mandé
821 511 128 RCS Créteil

(la « **Société** »)

STATUTS

Statuts mis à jour par décision du président en date du 1er Juin 2018, suivant la décision des associés du _____ 2018.

Le Président

Greffe du tribunal de commerce de Creteil : dépôt N°40591 en date du 21/06/2018

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée, régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **Planity** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 3. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la conception, l'exploitation, le développement, l'administration, le référencement et/ou la promotion de tout site Internet, portail numérique ou autres canaux numériques dédiés à la prise de rendez-vous en ligne, l'organisation d'agenda et/ou l'intermédiation entre clients et professionnels ;

- la conception, la diffusion et la réalisation de campagnes publicitaires de publicités dans les journaux et les périodiques, à la radio et à la télévision, sur Internet et dans tous types de médias ;

- l'édition, la conception et l'exploitation de logiciels et la fourniture de services liés à l'objet social, que ce soit par l'intermédiaire de services Internet accessibles à partir d'un ordinateur et d'une ligne de communication, ou d'un téléphone mobile et d'une connexion téléphonique donnant accès à Internet ;

- la réalisation de campagnes de marketing et d'autres services publicitaires destinés à attirer et fidéliser les consommateurs, la promotion de produits, le marketing dans les points de vente et le conseil en marketing ;

- la recherche, le développement, l'invention, le dépôt, l'étude, l'acquisition, la concession de tous brevets, licences, procédés, marques de fabrique et protection de connaissances spécialisées se rattachant ou se rapportant d'une façon quelconque à l'univers de la beauté et/ou de la coiffure ;

- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toute part sociale et de tout titre financier dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ; et

- généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **5, avenue du Général de Gaulle - 94160 Saint-Mandé**

Il peut être transféré en tout autre lieu de la région Ile-de-France par décision du Président, lequel est habilité dans ce cas à modifier les statuts en conséquence. Tout autre transfert est décidé par les associés dans les conditions de quorum et de majorité stipulées à l'ARTICLE 16.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II
CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT DOUZE MILLE VINGT EUROS (212.020€)**.

Il est divisé en **VINGT ET UN MILLE DEUX CENT DEUX (21.202) actions ordinaires d'une valeur nominale de DIX EUROS (10€)** chacune, de même catégorie et intégralement libérées, dont :

- 4.640 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P1 » ;

- 505 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P1' » et

- 6.057 actions ordinaires, labelisées à des fins d'identification exclusivement « Actions P2 ».

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, sous réserve du respect des pouvoirs du Comité Stratégique.

Les associés peuvent déléguer au président de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes *au prorata* de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans le cadre des décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans le cadre des décisions collectives extraordinaires ou devant être prise à une majorité supérieure à celle des décisions ordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces documents peuvent être tenus de manière électronique par la Société.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'elle passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux visés par les présents statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE 11. LOCATION D'ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

TITRE III
DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

ARTICLE 12. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

12.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail, sous réserve du respect des dispositions légales.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

12.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16 qui le nomme et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions du président est de trois (3) ans à compter de sa nomination.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois lequel pourra être réduit ou supprimé par la décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3 qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

12.3. Révocation du président

Le président est révocable à tout moment, *ad nutum*, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.2, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Le président ne pourra prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

12.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

12.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le président ne peut, sans l'accord préalable du Comité Stratégique, prendre au nom de la Société une décision visée à l'ARTICLE 14.6.3.

Le président prépare et arrête les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce. Le cas échéant, le président doit mettre à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des associés au plus tard avant la clôture de l'exercice suivant.

Plus généralement, lorsque les associés sont convoqués en vue de la prise d'une décision collective, le président établit les documents dont la préparation est requise par la loi et les met à la disposition des associés préalablement à la décision collective.

12.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

12.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-76 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 13. DIRECTEURS GENERAUX / DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

13.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés, sous réserve de l'accord préalable du Comité Stratégique, peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

La personne morale directeur général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination, ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés dans leurs fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail, sous réserve du respect des dispositions légales.

13.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général est fixée aux termes de la décision collective des associés prise dans les conditions définies l'ARTICLE 16 qui le nomme et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions d'un directeur général est de trois (3) ans à compter de sa nomination.

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois lequel pourra être réduit ou supprimé par la décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3 qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision de la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

13.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable à tout moment, *ad nutum*, sur proposition du Président par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.2, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Chaque directeur général ne pourra prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

13.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Les directeurs généraux ont pour mission d'assister le président de la Société dans l'exercice de sa mission.

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société.

Dans l'ordre interne, les décisions listées à l'ARTICLE 14.6.3 ci-dessous ne pourront être prises par le directeur général qu'avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Le présent ARTICLE 13 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 14. COMITE STRATEGIQUE

14.1. Organisation générale

La Société est dotée d'un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »).

14.2. Composition

(a) Membres - Nomination - Le Comité Stratégique est composé de six (6) membres au plus (les « **Membres du Comité Stratégique** »).

Les Membres du Comité Stratégique sont nommés par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés. Le Membre du Comité Stratégique nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les Membres du Comité Stratégique peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Lorsqu'une personne morale est nommée Membre du Comité Stratégique, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation - Les Membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée de trois (3) ans renouvelables. Les Membres du Comité Stratégique sont toujours rééligibles.

Les Membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Les fonctions des Membres du Comité Stratégique prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

14.3. Statut des Membres du Comité Stratégique

(a) Rémunération - Les membres du Comité Stratégique ne sont pas rémunérés au titre de leur mandat sauf décision contraire de la collectivité des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

(b) Frais - Les frais raisonnables encourus par les Membres du Comité Stratégique dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, sont remboursés au Membre du Comité Stratégique concerné sur présentation des justificatifs correspondants.

(c) Contrat de travail - Un Membre du Comité Stratégique peut conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Un salarié de la Société peut être nommé Membre du Comité Stratégique. Son contrat de travail doit correspondre à un emploi réel et distinct de celui de Membre du Comité Stratégique. La révocation de ses fonctions de Membre du Comité Stratégique n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

14.4. Organisation du Comité Stratégique

(a) Organe collégial - Le Comité Stratégique est un organe collégial composé de plusieurs Membres du Comité Stratégique prenant les décisions de sa compétence.

(b) Présidence du Comité Stratégique - Le président du Comité Stratégique est élu parmi les Membres du Comité Stratégique à la majorité simple.

Le président du Comité Stratégique organise et dirige les travaux du Comité Stratégique. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Membres du Comité Stratégique sont en mesure de remplir leur mission.

La durée du mandat du président du Comité Stratégique sera celle de son mandat de Membre du Comité Stratégique de sorte que son mandat de président du Comité Stratégique prendra automatiquement fin dès lors qu'il ne sera plus Membre du Comité Stratégique.

Le président du Comité Stratégique disposera d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, sauf dans le cadre des décisions importantes visées à l'Article 14.6.3.

(c) Comités - Le Comité Stratégique peut constituer tout comité.

14.5. Délibérations du Comité Stratégique

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les Membres du Comité Stratégique se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, aussi souvent que l'intérêt de la Société ou les dispositions légales l'exigent et au moins une fois tous les trois (3) mois, soit au moins quatre (4) fois par an.

Les délibérations du Comité Stratégique peuvent être également prises, au choix du président du Comité Stratégique, en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les Membres du Comité Stratégique d'un acte unanime.

(b) Convocation - Les Membres du Comité Stratégique sont convoqués aux séances du Comité Stratégique par le président du Comité Stratégique ou par l'un des Membres du Comité Stratégique.

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique, au moins huit (8) jours avant la date de la délibération du Comité Stratégique. Le Comité Stratégique peut toutefois se réunir à tout moment et sans délai en cas d'urgence ou si tous les Membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Le Comité ne pourra délibérer sur une question qui ne figure pas à l'ordre du jour, sauf accord de tous les Membres du Comité Stratégique.

(d) Présidence des séances - Les séances du Comité Stratégique sont présidées par son président, ou, à défaut, par un Membre du Comité Stratégique choisi par le Comité Stratégique au début de la séance.

(e) Quorum - Participation - Le Comité Stratégique peut valablement délibérer si la moitié au moins des Membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés.

La participation d'un Membre du Comité Stratégique à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre Membre du Comité Stratégique de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité - Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres du Comité Stratégique présents ou représentés.

(g) Procès-verbaux - Registre - Les délibérations du Comité Stratégiques sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par au moins un Membre du Comité Stratégique ayant participé aux délibérations. Ces procès-verbaux sont diffusés aux Membres du Comité Stratégique par courrier, télécopie ou e-mail dès que possible après leur signature. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

14.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

14.6.1. Administration de la Société

(a) Pouvoir - La Société est contrôlée par le Comité Stratégique. Le Comité Stratégique assure le suivi et le contrôle des orientations de l'activité de la Société par le président et, le cas échéant, le directeur général, et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément réservés aux associés et au président et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

(b) Autres pouvoirs de décision spécifiques - En complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des Statuts, le Comité Stratégique autorise les opérations visées à l'ARTICLE 14.6.3 des statuts.

14.6.2. Information

(a) Information - Chaque Membre du Comité Stratégique reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Confidentialité – Chacun des Membres du Comité Stratégique s'engage à observer la plus grande discrétion concernant les informations communiquées dans le cadre du Comité Stratégique.

14.6.3. Opérations soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique

Les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique, statuant dans les conditions de l'ARTICLE 14.5 :

(a) toute modification de l'orientation stratégique ou toute modification substantielle de l'activité de la Société ou d'une de ses filiales ;

(b) tout lancement d'une nouvelle activité stratégique ou cessation d'activité stratégique de la Société non conforme au budget annuel ;

(c) toute décision relative à l'adoption du budget annuel et toute décision relative à la modification de ce budget annuel ;

(d) toute décision relative à l'adoption du *business plan* et toute décision relative à la modification du *business plan* ;

(e) les investissements, désinvestissements, achats ou ventes d'actifs par la Société ou une de ses filiales ne figurant pas au budget annuel et sortant du cours normal des affaires, ce qui sera présumé s'ils excèdent, en une ou plusieurs fois, la somme de 80.000 euros H.T par projet ;

(f) tout engagement, quelle qu'en soit la nature, ne figurant pas au budget annuel et sortant du cours normal des affaires, ce qui sera présumé s'il excède, en une ou plusieurs fois, la somme de 80.000 euros H.T par projet ;

(g) tout projet d'endettement (hors endettement courant d'exploitation) et toute modification de l'endettement existant, tels que, par exemple, les emprunts bancaires, les avances en compte courant d'associés, les emprunts obligataires, et, plus généralement tout engagement ne figurant pas au budget annuel et excédant, en une ou plusieurs fois, la somme de 80.000 euros par projet ;

(h) l'octroi par la Société ou une de ses filiales de tout prêt, sûreté, cautionnement, aval ou garantie dépassant un montant unitaire de 20.000 euros ou une limite globale annuelle de 40.000 euros, ne figurant pas au budget annuel, à l'exception des concours de fonctionnement entrant dans le cours normal des affaires (tels que crédits documentaires, couverture de taux ou de change ou cautions en douane) ;

(i) toute décision d'aliéner, de transférer ou de nantir le fonds de commerce de la Société, un droit de propriété intellectuelle ou un actif essentiel ou stratégique détenu ou utilisé par la Société et, plus généralement tout engagement relatif au fonds de commerce de la Société, à un droit de propriété intellectuelle ou à un actif essentiel ou stratégique détenu ou utilisé par la Société ;

(j) tout rachat ou amortissement par la Société ou une de ses filiales de ses propres titres ;

(k) accord de partenariat avec une société industrielle du même secteur d'activité que celui de la Société et sortant du cours normal des affaires ;

(l) toute création, dissolution ou fermeture de filiales, d'établissements ou de succursales par la Société, ainsi que toute prise ou transfert de participation majoritaire ou minoritaire dans toute société ou autre entité par la Société, quelle que soit la forme juridique d'une telle opération, ainsi que tout transfert de titres de filiales ;

(m) toute décision de suspension ou d'arrêt ou de cession d'une branche d'activité de la Société ou d'une de ses filiales ;

(n) toute prise de participation dans une autre société ;

(o) toute modification des statuts de la Société (autre que résultant d'une émission de titres ou d'une modification rendue nécessaire pour mettre les statuts en conformité avec les prescriptions légales) ou d'une de ses filiales ;

(p) toute opération sur le capital de la Société ou d'une de ses filiales, ou autres émissions de valeurs mobilières ;

(q) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs, réduction de capital, création de catégorie d'actions, émission d'actions de préférence, modification ou conversion des droits attachés à une catégorie d'actions ;

(r) toute décision visant la fixation de la liste des attributaires de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou actions gratuites (les « **Options** »), de la quotité attribuée à chacun ainsi que la fixation des conditions et modalités d'exercice (notamment calendrier de *vesting* et cas de caducité) des Options, ainsi que, lorsque les termes des Options prévoient la validation d'objectifs comme condition d'exerçabilité desdites Options, la validation desdits objectifs ; de manière générale, toute mise en place et/ou la modification de tous plans d'intéressement et/ou plans d'Options destinés aux salariés ou aux mandataires sociaux ou aux consultants ;

(s) toute décision de remboursement de comptes courants d'associés ;

(t) toute décision d'introduction en bourse de la Société ou de toute filiale ou nomination d'une banque ou de tout autre intermédiaire financier en vue d'une telle introduction en bourse ;

(u) toute décision de nomination, de révocation, de recrutement ou de licenciement des mandataires sociaux ou des dirigeants et fixation / modification de leur rémunération directe ou indirecte (en ce compris, notamment, toute rémunération fixe, variable, avantage en nature, etc.) ;

(v) toute décision de recrutement de salarié dont la rémunération annuelle brute totale (y compris part variable, avantages et commissions) est supérieure à 80.000 euros et fixation / modification de sa rémunération (en ce compris, notamment, toute rémunération fixe, variable, avantage en nature, etc.) ;

(w) toute conclusion, modification ou résiliation de tout contrat ou engagement (y compris tout engagement hors bilan) avec un dirigeant, un associé ou toute société affiliée de cet associé ou, s'agissant d'un associé personne physique, un ascendant, descendant ou conjoint de cet associé, et plus généralement toute convention visée aux articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce ;

(x) toute décision d'engager une action en justice ou de conclure une transaction relativement à une instance/action judiciaire dont l'impact financier pour la Société excéderait 100.000 euros ;

(y) tout transfert total hors de France de la recherche & développement et/ou du site de production principal ;

(z) toute distribution de dividendes ;

(aa) ouverture d'une procédure visée au Livre VI du Code de Commerce (sans préjudice du droit du représentant légal de déposer une déclaration de cessation des paiements).

Afin de tenir compte de l'évolution de la Société, les limites en montant ou en valeur indiquées ci-dessus pourront être révisées par décision du Comité Stratégique. Le cas échéant, le président de la Société est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Il est en tant que de besoin précisé que les dispositions du présent article ne dispensent pas d'un quelconque vote de la collectivité des associés exigé par la loi ou aux termes des présents statuts, mais s'y ajoutent.

(c) Limitation des pouvoirs du président de la Société et du directeur général - Dans l'ordre interne à la Société, non opposable aux tiers, le président et le directeur général doivent consulter et demander son autorisation au Comité Stratégique, donnée dans les conditions prévues au présent l'ARTICLE 14.6.3, avant de prendre toute décision, réaliser toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines visés au paragraphe précédent.

(d) Modalité d'obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique pour les décisions visées à l'ARTICLE 14.6.3 – L'autorisation préalable du Comité Stratégique aux décisions visées au présent l'ARTICLE 14.6.3 peut être valablement obtenue, sans qu'il soit besoin de tenir une réunion physique du Comité Stratégique, par la réponse expresse et écrite des membres du Comité Stratégique, qui peut être obtenue par tout moyen écrit, notamment par voie de courrier électronique, dans le respect des conditions de quorum et de majorité définies au présent ARTICLE 14.

ARTICLE 15. AUTRES COMITES

Sur proposition du Comité Stratégique, la collectivité des associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, peut décider de la création d'un ou plusieurs autres comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de l'administration générale de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer tout autre comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16.1. Principes

16.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision prise à la majorité ou à l'unanimité, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

16.1.2. Quorum

Les décisions collectives ne sont valablement prises que si les associés présents et représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

16.1.3. *Majorités*

Les décisions collectives sont valablement prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

16.2. Champ d'application des décisions collectives

Sont prises par voie de décision majoritaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège social de la Société en tout autre lieu que la région Ile-de-France,
- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, au versement de dividendes ou d'acomptes sur dividendes, et à la distribution de réserves,
- à l'approbation de toute convention réglementée,
- à la nomination, révocation et au renouvellement du président,
- à la nomination, révocation et au renouvellement des directeurs généraux,
- à la rémunération du président et des directeurs généraux,
- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des commissaires aux comptes,
- à la nomination, au renouvellement et à la révocation des membres du Comité Stratégique,
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social,
- à toute décision emportant modification des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes et ne relevant pas de la compétence du président conformément à la loi ou aux statuts,
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire,
- à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société,
- à l'octroi par la Société de sûretés réelles ou personnelles,
- à l'adhésion de la Société à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société,
- à la création d'autres comités statutaires en application de l'ARTICLE 15 des statuts,
- à la cession ou mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce,
- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché règlementé ou non,
- à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société, et

- à la modification de l'Article 16 des statuts.

Sont également prises par voie de décision majoritaire, toute décision relevant expressément de la compétence de la collectivité des associés en vertu de la loi ou des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes.

16.2.1. Décisions unanimes

Sont prises par voie de décision unanime, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

16.2.2. Autres décisions

Sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

16.3. Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'actions d'une catégorie déterminée.

Les décisions des assemblées spéciales ne sont valablement adoptées que si les titulaires présents et représentés possèdent au moins sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des titres ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième décision peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée et il est toujours nécessaire que le quorum du cinquième soit atteint.

Elles statuent à la majorité de la moitié des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

16.4. Modalités de consultation des associés

16.4.1. Dispositions applicables à tous les modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont convoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général, soit d'un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions ou de décisions envisagées et tous documents et informations requis par la loi permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions ou décisions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication (par tout moyen écrit, y compris par courrier électronique) ou d'une mise à disposition au siège social de la Société intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité social et économique, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2312-74 et L. 2312-75 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

16.4.2. Assemblées Générales

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard huit (8) jours avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

16.4.3. Visioconférence – Vote électronique

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable

d'identification garantissant le lieu de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

16.4.4. *Consultation écrite*

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les huit (8) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

16.4.5. *Acte sous seing privé*

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels), peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

16.5. Tenue des assemblées

16.5.1. Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

16.5.2. Réunion des associés - Constitution du bureau

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

16.5.3. Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions ou décisions et sous chaque résolution ou décision le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

TITRE V
COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 19. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsque les commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Chaque commissaire aux comptes titulaire et suppléant est nommé pour une durée de six (6) exercices. Ses fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant ces conventions doivent être communiquées au Commissaire aux comptes si la société en est dotée, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

TITRE VI
CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 22. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23. DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi

que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social et dans le respect de leurs accords.

ARTICLE 24. CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.